

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 14/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SNCF VOYAGEURS**

269 AV STALINGRAD  
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 2025 - 687  
Code AIOT : 0010000746

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement SNCF VOYAGEURS implanté 269 AV STALINGRAD 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 29/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNCF VOYAGEURS
- 269 AV STALINGRAD 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010000746
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site assure la maintenance des engins ferroviaires qui s'effectue dans des grands ateliers (soumis à enregistrement au titre de la rubrique 2930-1.a) ainsi que le ravitaillement en carburant et le nettoyage des engins. L'établissement dispose d'une station de distribution de carburant pour les TER. Au sein de cette station sont également effectués les vidanges et les remplissages de liquide 4 saisons et d'huile moteur des engins ferroviaires. Le dépôt de liquides inflammables est constitué de deux cuves de capacité unitaire de 500 m3 de gazole, dont une a été condamnée. Cette installation est soumise à enregistrement au titre de la rubrique n°4734-2.b de la nomenclature des ICPE. Au vu de la quantité stockée, l'installation n'est pas classée Seveso.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	1- Plan des réseaux collecte des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 31	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
2	2- Décanteur séparateur de la station service	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.9 de l'annexe I	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
3	3- Dimensionnement du décanteur séparateur	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 de l'annexe I	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	4- Prévention et gestion du risques inondation	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
8	11- Atelier : capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	19 : Rétention des stockages LI : évacuation	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-D	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	évacuation des eaux pluviales				
14	20- Formation du personnel	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.7.10.7	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	5 - Evaluation des conséquences d'une inondation et étude de criticité	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.5	Susceptible de suites	Sans objet
6	7- Atelier : Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	10- Atelier : systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10	Susceptible de suites	Sans objet
9	12- Atelier : rétention et isolement	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
10	16- Stockages LI : moyens de protection incendie	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	17- Stockages LI : moyens mis en oeuvre	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
12	18- Stockages LI : Limiteur de remplissage	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23-B	Susceptible de suites	Sans objet
15	21- Quantité d'émulseurs en stock	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.5	Susceptible de suites	Sans objet
16	22- POI	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.7	Susceptible de suites	Sans objet
17	24- Entretien des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.3	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : 1- Plan des réseaux collecte des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux de collecte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constats au 30/06/2022 :</b> Lors de la visite d'inspection du 25 février 2021, la présence de plan des réseaux de collecte des effluents aqueux non mis à jour a été constatée (point identifié NC 1 dans le rapport établi suite à cette inspection).</p>

Par courrier du 21 juin 2021 l'exploitant a précisé que la SNCF s'engage dans une démarche nationale de l'étude de ses réseaux (projet CEPIA) et que le site d'exploitation de Saint-Pierre-des-Corps est prioritaire. Un planning prévisionnel de réalisation a été communiqué.

Il a également indiqué la réalisation d'un diagnostic des réseaux avec la société SUEZ (échancier présenté).

Par courrier électronique du 19 octobre 2021, l'exploitant a précisé que le diagnostic du réseau effluents industriels, pluvial et domestique, de l'établissement a débuté en septembre 2021. Ce diagnostic se décompose en 4 phases (initialisation du projet en septembre 2021, recensement des installations et état visuel des réseaux en cours jusque fin décembre 2021, reconnaissance approfondie des réseaux avec passage caméra et élaboration du programme des travaux). L'étape de mise à jour des plans des réseaux de collecte des effluents aqueux devait intervenir en 2022 après le passage caméra.

Il a été constaté que le projet est engagé et que l'étape de recensement des installations (état visuel des réseaux) est finalisée. La reconnaissance approfondie des réseaux par passage caméra est prévue d'être finalisée fin 2022. La mise à jour du plan des réseaux de collecte doit intervenir après cette étape de reconnaissance approfondie des réseaux.

Constat que **le plan des réseaux de collecte des effluents aqueux n'est pas à jour.**

L'inspection a constaté que l'exploitant dispose des informations précises sur les éventuels traitements réalisés en aval de l'ovoïde qui récolte certains des rejets aqueux de l'établissement (point identifié D1 dans le rapport établi suite à l'inspection du 25 février 2021).

#### **Constats au 17/09/2025 :**

Lors de la visite d'inspection du 17/09/2025, l'exploitant a indiqué que le projet CEPIA, débuté en septembre 2020 et avec pour objectif le diagnostic des réseaux humides (assainissement, adduction et défense incendie), a permis d'établir un plan à jour des réseaux.

L'exploitant a présenté deux plans des réseaux : un pour l'est du site et un autre pour l'ouest du site, en raison de la taille du site (plusieurs kilomètres de long). Ces plans indiquent qu'ils ont été créés en juin 2022, et que des mises à jour concernant l'état des réseaux y ont été ajoutées en 2024.

Les plans font apparaître :

- Le réseau EU (= eaux usées)
- Le réseau EUI (= eaux usées industrielles)
- Le réseau EP (=eaux pluviales)
- Le réseau EP ovoïde
- Les regards
- Les grilles
- Les postes de refoulement
- Les puisards
- Les points de prélèvement

Les points de prélèvements sont correctement indiqués et numérotés. La STEP interne est bien indiquée. Le séparateur hydrocarbure est bien indiqué.

Cependant, le plan ne fait pas apparaître : la vanne manuelle, la provenance des eaux et les points

de branchement vers l'extérieur.

Lors de la visite, l'exploitant indique que la vanne manuelle n'est pas indiquée car elle ne se situe pas dans le périmètre de l'établissement (l'exploitant estime qu'elle se trouve à environ 500 mètres de la limite de propriété du site).

Le réseau pluvial ovoïde se dirige ensuite vers le technicentre industriel en passant par la gare et les services techniques de la ville. La destination des eaux pluviales ovoïdes n'est pas indiquée sur le plan, ainsi que la destination des eaux usées, des eaux usées industrielles après la STEP, et des eaux pluviales.

**Le plan des réseaux de collecte des effluents ne fait pas apparaître les points de branchement et n'indique pas la présence de la vanne manuelle en dehors de l'établissement.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 2 : 2- Décanteur séparateur de la station service

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.9 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fonctionnement décanteur séparateur

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

[...] Les consignes d'exploitation comprennent la surveillance régulière des décanteurs-séparateurs et le contrôle de leur bon fonctionnement.

**Constats :**

**Constats au 30/06/2022 :**

Lors de la visite d'inspection du 25 février 2021, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter les consignes d'exploitation relatives à la surveillance régulière et au contrôle du bon fonctionnement du décanteur-séparateur lié à la station-service (point identifié NC 2 dans le rapport établi suite à cette inspection).

Par courrier du 21 juin 2021, l'exploitant a transmis un extrait de la consigne d'utilisation et de

surveillance de la station service du Technicentre TER Centre-Val de Loire (TM CVDL MA07111) en cours d'approbation.

L'inspection des installations classées constate la présence de consignes d'exploitation relatives au curage annuel du décanteur-séparateur ainsi qu'à son écrémage hebdomadaire. La vérification de l'obturateur automatique n'est pas mentionnée dans le document présenté.

Vu la consigne d'utilisation et de surveillance de la station service du Technicentre TER Centre-Val de Loire (TM CVDL MA07111 - version n°2 du 16 février 2022).

Constat que **la consigne d'utilisation et de surveillance de la station service du Technicentre TER Centre-Val de Loire ne mentionne pas la vérification, à minima annuelle, de l'obturateur automatique.**

**Constats au 17/09/2025 :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que l'article 5.10 de l'arrêté d'autorisation a été intégré dans le document interne TM CVDL MA07111.

Les contrôles sont réalisés par l'entreprise VEOLIA, en charge de la gestion de la station d'épuration, et sont tous tracés dans l'application FLUKSAQUA. La dernière vérification a été effectuée le 7 août 2025. Un écrémage hebdomadaire est réalisé par VEOLIA.

L'inspection des installations classées constate la présence de consignes d'exploitation relatives au curage annuel du décanteur-séparateur ainsi qu'à son écrémage hebdomadaire au sein de son document interne de consigne de surveillance de la station-service. Cependant, la vérification de l'obturateur automatique n'est toujours pas mentionnée dans le document présenté, bien que le logiciel de maintenance interne confirme qu'une vérification visuelle et de bon fonctionnement de l'obturateur a lieu.

**L'écart précédemment identifié est reconduit :la consigne d'utilisation et de surveillance de la station service du Technicentre TER Centre-Val de Loire ne mentionne pas la vérification, à minima annuelle, de l'obturateur.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : 3- Dimensionnement du décanteur séparateur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dimensionnement décanteur séparateur

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constats au 30/06/2022 :</u></b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 25 février 2021, l'inspection des installations classées avait demandé la transmission des éléments permettant de justifier du dimensionnement du décanteur-séparateur (DSH), lié à l'installation de station-service, et permettant de justifier de la réalisation de la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur automatique (au minimum annuelle) (point identifié D2 dans le rapport établi suite à cette inspection).</p> <p>Par courrier du 21 juin 2021, l'exploitant a indiqué ne pas avoir retrouvé les documents techniques justifiant le dimensionnement du décanteur-séparateur de la station-service.</p> <p>Par courrier électronique du 19 octobre 2021, l'exploitant a communiqué le schéma détaillé du décanteur-séparateur de la station-service ainsi que son mode opératoire. Il justifie le correct dimensionnement par la présence d'un trop plein situé en amont du séparateur qui permet d'évacuer les effluents vers le bassin de rétention.</p> <p>La justification du dimensionnement est incomplète. <b>L'exploitant doit fournir une note de calcul permettant de justifier du dimensionnement du DSH.</b></p> <p><b><u>Constats au 17/09/2025 :</u></b></p> <p><b>L'écart précédemment identifié est reconduit : L'exploitant doit fournir une note de calcul permettant de justifier du dimensionnement du DSH.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>
<p><b>N° 4 : 4- Prévention et gestion du risques inondation</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inondation</p>

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toute disposition pour pouvoir, en cas de montée des eaux :

- évacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourraient avoir un impact sur l'environnement ;
- arrêter et mettre en sécurité ses installations.

En particulier, exploitant dispose d'une procédure opérationnelle de gestion du risque inondation visant à :

- Disposer d'une organisation permettant de recevoir les alertes inondations lancées par le réseau d'alerte inondation de la préfecture de l'Indre et Loire. À défaut, mettre en place en cas de besoin un suivi du niveau piézométrique de la nappe {risque d'inondation par remontée de nappe) ;
- Identifier un local permettant de stocker les éléments polluant, bâtiment pouvant supporter les chocs provenant d'objets flottants ;
- Mettre en place une procédure d'arrêt d'urgence de l'alimentation en électricité et des systèmes informatiques ;
- Mettre en place une procédure de transfert des produits de remplissage d'eau de certains bacs afin de maintenir la Hauteur minimale de produit nécessaire pour éviter la flottaison ;
- Identifier et ancrer, lester ou fixer les cuves / bacs susceptibles de se trouver pour partie sous le niveau de flottaison ;
- Lester ou fixer le séparateur d'hydrocarbures ;
- Prévoir la fermeture de vannes des canalisations pleines ;
- Mettre en place une surveillance de l'état des enceintes pendant la crue ;
- Mettre en place une procédure applicable après l'inondation afin d'assurer une remise en exploitation du dépôt en toute sécurité (remise en état des équipements électriques, désenvasement des rétentions, désenvasement ou pompage des canalisations, vérification du fonctionnement des équipements de sécurité).

[...]

**Constats :****Constats au 30/06/2022 :**

La procédure de maîtrise du risque inondation n'explicite pas suffisamment la coupure des énergies, la gestion des déchets et produits dangereux, les dispositions nécessaires pour la vidange des séparateurs d'hydrocarbures, la fermeture des vannes des canalisations pleines et la remise en service des installations après l'inondation. La procédure de maîtrise du risque inondation pourrait utilement aborder la remise en service des installations en sécurité.

Absence d'identification d'un local permettant de stocker les éléments polluants.

La liste des installations ICPE à risque de la procédure de maîtrise du risque inondation n'est plus à jour.

L'exploitant doit décliner sur le terrain la procédure de maîtrise du risque inondation de manière à la rendre plus opérationnelle.

Vu la procédure de maîtrise du risque inondation sur le site de Saint-Pierre-des-Corps (UOM et ET Centre) référencée ET C TR RH00012 (AG2) / ETER CVL RH00012 version 02 du 06/08/2012 qui

décrit notamment les mesures à prendre pour maîtriser le risque inondation sur le site et minimiser les conséquences d'une inondation afin de favoriser la reprise de l'activité.

Vu la procédure de maîtrise des situations d'urgence sur le site de Saint-Pierre-des-Corps référencée TM CVDL RG01562 qui renvoie la gestion de l'inondation sur le site vers la procédure de maîtrise du risque inondation sur le site de Saint-Pierre-des-Corps (ETER CVL RH00012).

Vu la consigne d'utilisation et de surveillance de la station-service du Technicentre TER Centre-Val de Loire référencée TM CVDL MA07111 (version 2 du 16/02/2022) qui précise les consignes à suivre pour déposer les moteurs électriques du local pompe, du bassin de rétention, du bac de rétention de la station-service, déposer les pistolets et flexibles de distribution de la station-service, condamner les vannes des bacs de distribution, déposer les automates de distribution de la station-service et de l'aire de chargement/déchargement des véhicules citernes.

Constat que le site dispose d'une organisation permettant de recevoir les alertes inondation (abonnement Vigicrues notamment, information de la cellule de crise de la préfecture) et d'anticiper l'arrivée de l'eau sur le site en organisant la mise en sécurité du site et la coordination des équipes par secteurs.

La procédure de maîtrise du risque inondation décrit les opérations de coupures des énergies à réaliser avec localisation précise des coupures d'urgence et définit le personnel habilité à réaliser ces opérations. **L'exploitant doit s'assurer que la coupure des énergies de la station service et la coupure des énergies des cuves de stockage apparaissent sur le document** (annexe 2). La gestion du matériel informatique est précisée.

La procédure de maîtrise du risque inondation décrit la mise hors d'eau du matériel.

**La procédure de maîtrise du risque inondation n'explicite pas suffisamment la gestion des déchets et produits dangereux.**

Constat lors de la visite du site, par sondage, de la présence d'armoires de stockage de produits dangereux, fermées ou non à clé et disposées sur palettes amovibles.

**Constat de l'absence d'identification d'un local permettant de stocker les éléments polluants.**

**La liste des installations ICPE à risque de la procédure de maîtrise du risque inondation n'est plus à jour.**

Constat lors de la visite du site de l'ancrage des réservoirs dans le sol.

**La procédure de maîtrise du risque inondation ne précise pas les dispositions nécessaires pour la vidange des séparateurs d'hydrocarbures en cas d'inondation.**

**La procédure de maîtrise du risque inondation n'explicite pas suffisamment la fermeture des vannes des canalisations pleines.**

La procédure de maîtrise des situations d'urgence prévoit les procédures de remise en service des installations et de rétablissement des énergies par les agents IO (Installation Outillage). **La procédure de maîtrise du risque inondation pourrait utilement aborder la remise en service des installations en sécurité.**

L'exploitant précise que la mise à jour de la procédure de maîtrise du risque inondation est prévue pour fin 2022.

**L'exploitant doit décliner sur le terrain la procédure de maîtrise du risque inondation de manière à la rendre plus opérationnelle.** L'exploitant précise qu'un exercice inondation est prévu au troisième trimestre 2022.

Vu le plan d'opération interne (POI) du site référencé TM CVDL RG01586 (version n°01 du 25 février 2022) qui indique le niveau d'eau sur les installations du site en cas d'inondation par une crue de référence 1856.

**Constat que les hauteurs d'eau au niveau de la station service ne sont pas indiquées dans le POI alors qu'elles ont été précisées dans l'étude de 2015.**

**Constat de la présence sur le site de témoins de crue (local pompes et siège notamment).**

**Constats au 17/09/2025 :**

Le document Maîtrise du risque inondation sur le site de SPDC (TM CVDL RG01710) est applicable depuis le 24 juin 2024.

Concernant l'arrêt de l'énergie de la station-service et des cuves de stockage, le document de maîtrise inondation renvoie vers le document TM CVDL MA07111 qui décrit la conduite à tenir pour la station-service, le local pompe et la cuve aérienne de GNR. Ces arrêts d'urgence sont cependant correctement cités et indiqués dans les annexes, qui renvoie en plus vers le document cité précédemment.

Concernant les déchets, les fiches réflexes reprennent l'évacuation des contenants déchets vers les zones adaptées, le stockage en hauteur et sur rétention des produits ne pouvant être évacués, les commandes auprès des prestataires du retrait des déchets dangereux et non dangereux.

La liste des installations ICPE à risque de la procédure de maîtrise du risque inondation est à jour.

La procédure de maîtrise du risque inondation ne précise pas les dispositions nécessaires pour la vidange ou pour lester les séparateurs d'hydrocarbures en cas d'inondation.

La procédure de fermeture des vannes est correctement détaillée.

Le document ne contient pas de procédure applicable après l'inondation afin d'assurer une remise en exploitation du dépôt en toute sécurité (remise en état des équipements électriques, désenvasement des rétentions, désenvasement ou pompage des canalisations, vérification du fonctionnement des équipements de sécurité).

Un exercice inondation a été réalisé en juin 2025 avec les membres du CODIR établissement. Suite à cet exercice, un retour d'expérience a été réalisé et précise quels ont été les manquements, notamment dans les documents internes. Ceux-ci sont en cours de mise à jour. Un nouvel exercice est prévu courant 2026.

**L'écart précédemment identifié est partiellement reconduit. La procédure de maîtrise du risque inondation du site ne prévoit pas de vider ou de lester (ou fixer) le séparateur d'hydrocarbures ; ni de procédure applicable après l'inondation afin d'assurer une remise en exploitation du dépôt en toute sécurité (remise en état des équipements électriques, désenvasement des rétentions, désenvasement ou pompage des canalisations, vérification du fonctionnement des équipements**

de sécurité).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : 5 - Evaluation des conséquences d'une inondation et étude de criticité**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inondation (études)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>L'exploitant réalise, dans un délai un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, une évaluation des conséquences occasionnées par une inondation sur ses installations, en particulier sur la résistance mécanique des réservoirs et de leurs équipements et sur les capacités à mettre le site en sécurité.</p> <p>L'aléa à prendre en compte est celui défini dans le plan de prévention du risque inondation approuvé le 29 janvier 2001.</p> <p>Les conséquences potentielles d'une inondation étudiée font l'objet d'une étude de criticité permettant d'établir leur acceptabilité ou leur non-acceptabilité.</p>
<b>Constats :</b>  <b>Constats au 30/06/2022 :</b> <p>L'exploitant doit vérifier la vulnérabilité de ses installations au regard des caractéristiques de l'aléa identifié dans le PPRI approuvé (vérification de la prise en compte de l'aléa du PPRI approuvé dans les études de 2015 et mise à jour des études si nécessaire).</p> <p>Vu les diagnostics de vulnérabilité aux inondations des activités économiques sur le bassin de la Loire et ses affluents réalisés sur le site du Technicentre de Saint-Pierre-des-Corps (UOM et Station Service) et par la société BUREAU VERITAS le 20/01/2015.</p> <p>Constat de la prise en considération de l'aléa d'une inondation par rupture de digue avec une crue de référence de type 1856.</p> <p>La cote des Plus Hautes Eaux Connues au droit des bâtiments (UOM et Station-service) est de 51,25 m NGF.</p> <p>Constat que la hauteur d'eau approximative au niveau des bâtiments (UOM et Station-service) est</p>

estimée entre 1,5 m et 2 m.

Constat de l'utilisation d'une méthodologie d'identification des activités/installations stratégiques de l'exploitant, de hiérarchisation des dommages directs et indirects ainsi que des vulnérabilités particulières selon une cotation de gravité (mineure, moyenne, majeure) et d'identification des mesures de réduction de la vulnérabilité des installations avec une estimation des coûts associés et des difficultés de mise en œuvre.

Constat de la présence d'une évaluation globale des conséquences occasionnées par une inondation sur les installations et sur les capacités à mettre le site en sécurité.

Les conséquences potentielles d'une inondation étudiée font l'objet d'une étude globale de criticité permettant d'établir leur acceptabilité ou leur non-acceptabilité.

Vu la procédure de maîtrise du risque inondation sur le site de Saint-Pierre-des-Corps (UOM et ET Centre) référencée ET C TR RH00012 (AG2) / ETER CVL RH00012 version 02 du 06/08/2012 qui indique les hauteurs d'eau sur le site, la vitesse de submersion et la durée de submersion des installations du site en fonction du type d'inondation (remontée de nappe ou rupture accidentelle d'une digue de Loire). Elle identifie la cote du point le plus bas. Elle estime, pour chaque type d'inondation, les délais de nettoyage et de remise en état.

L'inspection des installations classées relève que le Plan de Prévention Des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation du Val de Tours-Val de Luynes a été approuvé le 18 juillet 2016.

**L'exploitant doit vérifier la vulnérabilité de ses installations au regard des caractéristiques de l'aléa identifié dans le PPRI approuvé (vérification de la prise en compte de l'aléa du PPRI approuvé dans les études de 2015 et mise à jour des études si nécessaire).**

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le Plan de Prévention Des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation du Val de Tours-Val de Luynes, approuvé le 18 juillet 2016, impose des prescriptions techniques au site.

#### **Constats au 17/09/2025 :**

L'étude de diagnostic de réduction de la vulnérabilité a été réalisée en octobre 2023 par la société VERITAS sur les trois principaux ateliers ainsi que la station-service du site de Saint Pierre des Corps.

L'étude s'est appuyée sur les résultats et les préconisations du PPRI de la Loire - Val de Tours - Val de Luynes (juillet 2016). Elle identifie les scénarios d'inondation, les installations stratégiques, les dommages potentiels et leurs gravités, les vulnérabilités particulières, et les mesures de réduction de la vulnérabilité.

**L'écart précédemment identifié est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : 7- Atelier : Localisation des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Localisation des risques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.

Sont, a minima, considérés comme locaux à risques :

- les ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à hydrogène, gaz naturel ou biogaz, gaz de pétrole liquéfié. Pour ces véhicules, aucun remplissage des réservoirs n'est autorisé dans les ateliers ;
- les ateliers de réparation et d'entretien des véhicules électriques ou hybrides. En cas de détection d'un endommagement ou d'un défaut d'au moins une batterie sur un véhicule électrique ou hybride, dans l'attente de son enlèvement, celle-ci est isolée dans un local adapté ;
- les ateliers de réparation et d'entretien des aéronefs ;
- l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370).

#### **Constats :**

##### **Constats au 30/06/2022 :**

Vu le plan de localisation des produits dangereux présent dans le POI (version du 25/02/2022).

**Constat que ce plan n'identifie pas les locaux à risque incendie ou à risque d'émanations toxiques.**

Vu le plan des installations ICPE présent dans le POI (version du 25/02/2022).

**Constat que ce plan n'identifie pas les locaux à risque.**

Vu les plans à destination des services de secours et d'incendie.

Constat de l'identification du risque ATEX sur les plans à destination des services de secours et d'incendie.

Constat, par sondage, de la présence d'affichage du risque ATEX sur le site en particulier au niveau du bâtiment B082, de l'huilerie, du local pompes, des cuves de stockages de liquides inflammables (GO) et de la station service.

L'identification, sur un plan général des ateliers et des stockages du site, des zones à risques doit être poursuivie.

Constat de l'absence d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant aux risques incendie, ATEX ou émanations toxiques.

**Constats au 17/09/2025 :**

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le plan des zones de dangers. Le livret d'intervention des pompiers contient ce plan.

Le plan indique :

- les zones ATEX
- les zones de stockage de liquide inflammable
- les groupes électrogènes

L'exploitant a également présenté un plan général de ses installations (ateliers et stockage). Les deux plans sont complémentaires.

**L'écart précédemment identifié est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : 10- Atelier : systèmes de détection et extinction automatiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10

**Thème(s) :** Risques accidentels, systèmes de détection et extinction automatiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 (locaux à risque) en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique adapté. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

**Constats :**

**Constats au 30/06/2022 :**

L'huilerie ne dispose pas de détection incendie automatique alors que ce local a été identifié comme zone à risque d'atmosphère explosible dans les plans à destination des services de secours et d'incendie.

**Constats au 17/09/2025 :**

L'exploitant a fait réaliser en 2022 deux études, la première par la société KISIO et la deuxième par la société VERITAS, qui ont toutes deux conclu que l'huilerie n'est pas une zone ATEX. L'affichage ATEX a été retiré de la porte du local huilerie et des plans de localisation des risques.

**L'écart précédemment identifié est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : 11- Atelier : capacité de rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Capacité de rétention

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

#### **Constats :**

##### **Constats au 30/06/2022 :**

Présence, dans le local "huilerie" (bâtiment B082), de 13 fûts de produits dangereux disposés sur une **rétention bétonnée pleine de liquides dont le volume n'a pas pu être justifié par l'exploitant. Le volume de rétention constitué par les fosses du bâtiment B082 n'a pas pu être justifié par l'exploitant.**

##### **Constats au 17/09/2025:**

Par courrier du 18/08/2022, l'exploitant a indiqué avoir effectué un nettoyage complet de l'huilerie (retrait de l'huile contenue dans les rétentions, nettoyage des caillebotis) et réaménagé la zone, avoir mis en place une campagne de sensibilisation des agents, et programmer un nettoyage annuel complet de la zone.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le dossier de l'évaluation des besoins en eau d'extinction et des capacités de rétention du site réalisé par l'entreprise VERITAS en février 2024. Ce dossier détaille le volume de chaque fosse de chacun des bâtiments de l'installation. Le bâtiment B082 (ZTER) possède 7 fosses, avec un volume total de 750m<sup>3</sup>.

Néanmoins, ce document ne considère pas l'huilerie comme une fosse permettant de retenir les eaux d'extinction incendie, et ce document ne donne donc pas d'informations concernant le

<p>volume de rétention de l'huilerie.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'huilerie entreposait 7 fûts de 250L (soit un stockage d'au moins 1760 L, ce qui demanderait au minimum 875 L de volume de rétention). Aucune indication dans l'huilerie ne permet d'indiquer clairement la capacité maximale de fûts à stocker et la capacité de la rétention.</p> <p><b>L'écart précédemment identifié est reconduit. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la capacité de rétention de l'huilerie est au moins égale à 50 % de la capacité totale des fûts, et à 800L minimum.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 9 : 12- Atelier : rétention et isolement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention et isolement</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne (dans les locaux), les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation, à déclenchement automatique ou commandable à distance, pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.</p> <p>Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>

Ces dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

#### Constats :

##### Constats au 30/06/2022 :

Constat, dans le bâtiment 082, que les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre sont récupérés dans les fosses. **L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le volume de rétention constitué par les fosses.**

L'exploitant précise que les fosses sont reliées au réseau de collecte des eaux industrielles à destination de la station d'épuration du site via un poste de relèvement situé entre les bâtiments 082 et 077.

Afin de confiner les eaux susceptibles d'être polluées dans les fosses, le fonctionnement de la pompe du poste de relèvement doit être stoppé depuis l'armoire électrique située sur la façade du bâtiment 082 (côté chariot transbordeur) par une personne disposant d'une habilitation électrique. L'arrêt de la pompe de relevage n'est pas signalé au niveau de l'armoire électrique et n'est pas facilement accessible (armoire électrique fermée à clé, nécessité d'intervention d'une personne habilitée à intervenir dans les armoires électriques). **L'arrêt de la pompe de relevage ne peut donc pas être mis en œuvre dans un délai bref et à tout moment. Aucun dispositif d'arrêt d'urgence de la pompe de relevage n'est présent au niveau de cette armoire électrique et aucune consigne n'a pu être présentée à l'inspection des installations classées.**

Vu la procédure de maîtrise des situations d'urgence référencée TM CVDL RG01562 du 29 novembre 2021 qui précise qu'un arrêt d'urgence de la station d'épuration (coupure pompes et vannes de sortie de step) peut être effectué 24 h/24 h par le prestataire de maintenance de la step (astreinte) ou par un agent d'astreinte de l'unité installation Outillage qui dispose des clés de la step pour accéder à la commande d'urgence qui coupe le fonctionnement de la step.

**Constat d'une organisation mise en place pour permettre de confiner les eaux susceptibles d'être polluées sur le site sans indication de délai. L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées le délai de mise en œuvre d'un confinement sur le site des eaux susceptibles d'être polluées issues du bâtiment B082 par la réalisation d'un test de mise en situation.**

##### Constats au 17/09/2025 :

Par courriel du 14/09/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le devis pour la mise en place de dispositifs d'arrêts d'urgence des pompes de relevage (avec voyants lumineux et report d'alarme) pour l'intégralité des postes de relevage en service, à savoir bât 82, bât 77, bât XTER, voie S et STEP.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'ensemble des armoires électriques des postes de relevage ont été équipées de boutons d'arrêt d'urgence. La procédure contenue dans la sacoche des cadres d'astreinte a été mise à jour pour y intégrer ces dispositifs d'arrêt d'urgence. Les procédures sont affichées à côté des armoires électriques pour les agents qui seraient amenés à les déclencher.

En complément, l'exploitant a transmis sa note de calcul de confinement des eaux d'extinction, qui détaille le volume des fosses de chaque bâtiment et donc le volume total disponible dans chaque bâtiment.

**L'écart précédemment identifié est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : 16- Stockages LI : moyens de protection incendie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Moyens de protection incendie et objectifs à atteindre

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 23/01/2023

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

L'exploitant s'assure de réunir le matériel nécessaire à l'extinction de tous les feux susceptibles de se produire dans son dépôt, grâce à des moyens propres. Les moyens maintenus sur le site, notamment en ce qui concerne le débit d'eau, la réserve d'émulseurs et leur mise en œuvre doivent permettre :

- l'extinction en vingt minutes et le refroidissement d'un réservoir ainsi que la protection des réservoirs voisins

menacés,

- l'attaque à la mousse du feu de la cuvette (bacs déduits) avec un taux d'application réduit pour contenir le feu et simultanément la protection de tous les ouvrages ou unités situés dans la zone des effets dominos de celle-ci durant au minimum une heure et jusqu'à l'arrivée d'aide extérieure. [...]

L'exploitant tient à jour une étude incendie justifiant de l'efficacité des moyens à sa disposition pour répondre aux objectifs définis dans le présent article. Pour ce faire, il peut se baser sur les éléments de calcul développés dans la circulaire du 6 mai 1999 relative à l'extinction des feux de liquides inflammables.

Dans ce but l'exploitant réalise, dans un délai de 4 mois après notification du présent arrêté, une mise à jour de son étude incendie en détaillant les dispositifs techniques et organisationnels à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs susmentionnés

**Constats :**

**Constats au 30/06/2022 :**

Vu le POI en vigueur qui reprend en page 47 la modélisation d'un incendie de la cuvette de rétention des stockages des liquides inflammables effectuée dans l'étude de dangers en vigueur et identifie les zones d'effets thermiques.

Constat de la présence de deux déversoirs à mousse dans la cuvette de rétention des stockages des liquides inflammables (gasoil - cuvette A) reliés au réseau incendie du site permettant, sous réserve d'un correct dimensionnement des besoins en eau et en émulseur, l'extinction d'un feu de rétention. Le POI indique un débit de mousse de 840 l /min et une autonomie de 20 minutes. Le POI indique un déclenchement manuel et automatique des déversoirs à mousse.

**L'exploitant n'a pas pu justifier le débit de 840 l /min des déversoirs de mousse et l'autonomie de 20 minutes en émulseur.**

Constat de la présence de 4 queues de paon à l'extérieur de la cuvette de rétention et connectées au réseau d'eau incendie surpressé permettant, sous réserve d'un correct dimensionnement des besoins en eau, une protection par rideau d'eau du local pompes, du parc de cuves situé à l'est de la rétention des cuves de stockage des liquides inflammables et les voies SNCF situées au nord et sud de la cuvette. Le POI indique un débit d'eau de 500 l /min à 9 bars et une autonomie de 60 minutes. Le POI indique un déclenchement manuel et automatique des queues de paon.

**L'exploitant n'a pas pu justifier le débit d'eau de 500 l /min à 9 bars des queues de paon et l'autonomie de 60 minutes.**

Constat de la présence des commandes manuelles de déclenchement des déversoirs à mousse et des queues de paon sur le conteneur incendie.

**L'exploitant doit justifier le déclenchement automatique des déversoirs à mousse et des queues de paon.**

Constat de l'absence de protection incendie à l'intérieur des deux réservoirs de stockage des liquides inflammables (type chambre à mousse) et l'absence de couronnes d'arrosage au niveau du toit de chacun des deux réservoirs.

Constat de la présence d'extincteurs mobiles adaptés au risque à défendre (poudre ABC) à proximité de la cuvette de rétention des cuves de stockage de liquides inflammables et de la cuvette B.

Constat que le local pompes qui assure le transfert de carburant est situé dans la zone des effets thermiques  $> 8 \text{ kW/m}^2$ .

Présence, à l'intérieur du local pompes, d'un dispositif d'extinction incendie automatique des pompes de transfert par déluge d'eau additivée suite à la rupture de thermofusibles sur les pulvérisateurs.

Le réservoir d'eau dopée et la bouteille de chasse, la commande manuelle de déclenchement du système d'extinction automatique du local pompes et l'arrêt d'urgence des installations du local pompes sont stockés à l'extérieur du local pompes dans la zone des effets thermiques  $> 8 \text{ kW/m}^2$  sans aucune autre protection contre les effets thermiques que le rideau d'eau créée par la queue de paon présente au niveau de la cuvette de rétention des liquides inflammables. En cas d'incendie de la rétention des stockages de liquides inflammables, la commande manuelle de déclenchement du système d'extinction automatique du local pompes et l'arrêt d'urgence des installations ne seront pas accessibles par le personnel.

Constat de la présence d'extincteurs mobiles adaptés au risque à défendre (poudre ABC) à l'extérieur du local pompe.

Une partie de la cuvette de rétention des stockages de liquides de refroidissement et des huiles est située dans la zone des effets thermiques  $> 8 \text{ kW/m}^2$ . L'étude de dangers en vigueur et le POI précisent l'absence de cuve de stockage de produit inflammable dans cette zone. Seule une cuve

de stockage de liquide de refroidissement est située dans la zone des effets dominos. Le risque de propagation d'incendie est exclu dans l'étude de dangers et le POI.

La FDS du liquide de refroidissement stocké dans la cuve n'a pas été inspectée.

Constat de l'absence de dispositif de protection ou de refroidissement de la cuve de stockage de liquide de refroidissement contre les effets thermiques autre que le rideau d'eau créée par la queue de paon présente au niveau de la cuvette de rétention des liquides inflammables.

Constat que le bassin de rétention est situé, en partie, dans les zones des effets thermiques  $> 5 \text{ kW/m}^2$ .

Constat de l'absence de dispositif de protection ou de refroidissement du bassin de rétention contre les effets thermiques autre que le rideau d'eau créée par la queue de paon présente au niveau de la cuvette de rétention des liquides inflammables. **Le risque de propagation d'une nappe enflammée pourrait utilement être étudié par l'exploitant.**

Constat que le conteneur incendie où sont notamment présents la motopompe incendie et la réserve d'émulseur du site est situé en dehors de la zone des effets thermiques de  $3 \text{ kW/m}^2$  bien qu'à proximité immédiate.

Absence de moyens de protection ou de refroidissement du conteneur incendie autre que le rideau d'eau créée par la queue de paon présente au niveau de la cuvette de rétention des liquides inflammables.

Présence de la commande manuelle de déclenchement de la protection des cuves de stockage de gasoil par queues de paon au niveau du conteneur incendie (hors des flux thermiques de  $3 \text{ kW/m}^2$ ).

L'exploitant n'a pas pu justifier les besoins en eau, émulseur, moyens de pompage à sa disposition ainsi que l'efficacité des moyens de protection et d'extinction incendie à sa disposition pour répondre aux objectifs définis par la réglementation. L'exploitant doit justifier les besoins en eau, en émulseurs et en moyens de pompage du site en lien avec la réglementation applicable (cf. point de contrôle n°15). Une mise à jour de l'étude incendie doit être effectuée le cas échéant ainsi que les travaux et modifications identifiés comme nécessaires.

#### Constats au 17/09/2025 :

Par courriel du 14/09/2022, l'exploitant a indiqué initier une revue de l'étude incendie. Il a transmis le mémoire technique réalisé par DESAUTEL en septembre 2010, permettant de justifier :

- le débit de 840 l/min des déversoirs de mousse et l'autonomie de 20 minutes en émulseurs
- le débit d'eau de 500l/min à 9 bars des queues de paon et l'autonomie de 60 minutes
- le déclenchement automatique des réservoirs à mousse et des queues de paon

Par courriel du 28/02/2024, l'exploitant a transmis une mise à jour de l'évaluation de ses besoins en eau d'extinction et de ses capacités de rétention, réalisée par l'entreprise VERITAS en février 2024.

L'étude conclut que le site dispose des ressources nécessaires aux besoins requis en eau

d'extinction en cas d'incendie.

**L'écart précédemment identifié est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : 17- Stockages LI : moyens mis en oeuvre**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.6

**Thème(s) :** Situation administrative, Moyens mis en oeuvre

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 21/11/2022

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place dans un délai de 18 mois à compter de la notification de l'arrêté:

- Soit des couronnes d'arrosage fixes de bacs permettant tant l'arrosage à l'eau que le déversement de la solution moussante. Elles permettent d'assurer l'arrosage à l'eau en cas de feu voisin et l'arrosage à la mousse en cas de feu de cuvette. Elles sont sectionnables séparément du réseau d'eau et du réseau d'émulsion, elles sont de plus sectionnables bac par bac depuis l'extérieur de la cuvette (Ce système de refroidissement peut-être remplacé par un autre système ayant des performances équivalentes sur justificatif technique).
- Soit une capacité de rétention étanche égale à 100% de la capacité maximale des deux bacs de stockage des hydrocarbures (1000 m3) de façon à éviter tout débordement et propagation de feu de nappe en cas de sinistre.

**Constats :**

**Constats au 30/06/2022 :**

Constat de la présence de deux cuves de stockage de liquides inflammables de 500 m3 et d'une cuve de stockage de 10 m3 dans la rétention de la zone A.

Constat de l'absence de protection incendie à l'intérieur des deux réservoirs de stockage des liquides inflammables (type chambre à mousse) et l'absence de couronnes d'arrosage fixes sur les réservoirs de stockage de liquides inflammables.

Constat de la présence de déversoirs à mousse dans la rétention de stockage des liquides inflammables (zone A) permettant la réalisation d'une tapis de mousse dans la rétention sous réserve de la justification du correct dimensionnement des besoins en eau, en émulseur et moyens de pompe.

**L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ce système d'extinction présente des performances équivalentes à la mise en œuvre de couronnes mixtes d'arrosage fixe de bacs.**

Vu le POI du site en vigueur qui indique une capacité de rétention étanche de la zone A

(réservoirs de stockage des liquides inflammables) de 537,5 m3.

**Le volume de rétention de la cuvette A (stockage de liquides inflammables) est insuffisant (537,5 m3 pour 1 000 m3 prescrits).**

#### Constats au 17/09/2025

Par courrier du 22/08/2022, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'après consultation de ses relevés de remplissage, son besoin réel était de 400m3. Par conséquent, l'exploitant décrit dans le courrier sa volonté de condamner une des deux cuves de stockage GNR de 500m3. Cette mesure permettra alors de descendre sa capacité de stockage en dessous des 500m3 (plus précisément à 430m3), afin que les 537m3 de rétention soit suffisant en vue du volume de stockage disponible.

Dans ce même courrier, l'exploitant a transmis le mémoire technique de protection incendie de la station service du technicentre réalisé par DESAUTEL en septembre 2010. Ce mémoire présente le système de protection incendie des cuves de stockage de gasoil et du local des pompes de la station service du technicentre.

Ce mémoire précise que la conception des réservoirs ne permet pas d'accrocher des couronnes de refroidissement, et propose en remplacement l'attaque à la mousse d'un feu dans la cuvette pendant 20 minutes simultanément au rideau d'eau de protection des installations menacées par le feu. Le déclenchement peut être manuel ou automatique. Le dispositif mis en place permet une autonomie de 40 minutes pour la solution moussante, et de 60 minutes pour le rideau d'eau.

L'exploitant a transmis par courriel le PV de condamnation de la cuve n°2 de GNR réalisé par l'entreprise ALME le 27/02/2023. La condamnation a été effectuée en deux temps : la condamnation des obturateurs de remplissage en octobre 2022 puis des obturateurs de vidange en novembre 2022.

**L'écart précédemment identifié est levé.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 12 : 18- Stockages LI : Limiteur de remplissage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23-B

**Thème(s) :** Risques accidentels, Niveau haut

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

[...] tout réservoir, d'une capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes, est équipé d'un dispositif indépendant du système de mesurage en exploitation, pouvant être :

- soit un limiteur mécanique de remplissage dont la mise en œuvre est conditionnée à la cinétique d'un éventuel sur-remplissage ;
- soit une sécurité de niveau haut qui déclenche une alarme de niveau relayée à une présence permanente de personnel disposant des consignes indiquant la marche à suivre pour interrompre dans les plus brefs délais le remplissage du réservoir et configurée de façon à ce que la personne ainsi prévenue arrête la réception de liquides avant le débordement du réservoir ;
- soit une sécurité de niveau haut programmée pour réaliser les actions nécessaires pour interrompre le remplissage du réservoir avant l'atteinte du niveau de débordement. [...]

#### **Constats :**

##### **Constats au 30/06/2022 :**

Constat de la présence d'un report du niveau haut et du niveau très haut de la cuve de récupération des hydrocarbures du DSH au niveau du local pompes.

Constat de la présence d'un voyant lumineux indiquant le niveau très haut de la cuve de récupération des hydrocarbures du DSH.

Constat de l'absence de voyant lumineux indiquant le niveau haut de la cuve de récupération des hydrocarbures du DSH.

**L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si la cuve de récupération des hydrocarbures du DSH dispose d'un niveau haut et si celui-ci est fonctionnel.**

**L'exploitant doit justifier la présence d'un dispositif limitant le risque de sur-remplissage et de débordement des cuves de stockage de liquides inflammables.**

##### **Constats au 17/09/2025 :**

Par courrier du 22/08/2022, l'exploitant a transmis sa demande d'intervention par l'entreprise ALMA afin de remettre en service le dispositif d'alarme de la sonde niveau haut de la cuve de récupération des hydrocarbures.

Lors de la visite d'inspection, il a été précisé que l'installation était munie de deux alarmes visant à limiter le remplissage : niveau haut et niveau très haut. Lors de la précédente visite, une seule des deux alarmes était hors service. L'entreprise ALMA est intervenue en 2022 afin de réparer le dispositif d'alarme. Il a été constaté que les deux boîtiers AFRISO niveau haut et niveau très haut étaient fonctionnels. Ces alarmes sont équipées d'un dispositif sonore et d'un dispositif lumineux lors de leur déclenchement.

Le document interne des procédures de logistique de l'exploitant contient un point sur la surveillance et la maîtrise des installations. Le contrôle visuel des bacs de rétention est vérifié quotidiennement.

**L'écart précédemment identifié est levé.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

N° 13 : 19 : Rétention des stockages LI : évacuation des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-D

Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation des eaux pluviales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions.

Ces dispositifs :

- sont étanches aux produits susceptibles d'être retenus ;
- sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ;
- peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention.

La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.

Constats :

Constats au 30/06/2022 :

Constat de la présence d'eau sur une hauteur de 5 cm environ au niveau du point bas de la cuvette de rétention des cuves de stockage de liquides inflammables suite à l'événement pluvieux intervenu le jour de l'inspection.

Constat de la présence d'un système d'évacuation des eaux pluviales contenues dans la cuvette de rétention (flotteur présent au niveau du point bas de la rétention et déclenchement manuel, depuis l'extérieur de la rétention, d'une pompe avec rejet dans le réseau de collecte des eaux chargées en hydrocarbures).

Vu la commande manuelle du dispositif d'évacuation des eaux pluviales de la rétention des cuves de stockage de liquides inflammables.

Constat de la présence d'un détecteur de liquide eau/hydrocarbures dans la cuvette de rétention des cuves de stockage de liquides inflammables.

Constat que le **détecteur est positionné hors d'eau** et ne peut plus jouer son rôle de détection de liquide (eau / hydrocarbures) et de mise en sécurité de l'installation comme indiqué en page 49 du POI en vigueur, à savoir l'arrêt des pompes de dépotage et de distribution de gasoil, la fermeture des vannes de dépotages et de distribution de gasoil et le déclenchement d'une alarme lumineuse et sonore.

Test du bon fonctionnement du détecteur par mise en eau de la sonde de détection de liquide.

Constat de la présence d'un report d'alarme sonore au niveau du local pompes et du bon fonctionnement du détecteur de présence de liquide.

**L'exploitant n'a pas pu justifier la fermeture effective des pompes de dépotage et de distribution de gasoil et la fermeture des vannes de dépotages et de distribution de gasoil comme indiqué dans le POI.**

Constat de l'absence de réaction sur le site suite au déclenchement de l'alarme sonore dans le local pompes.

Absence de report d'alarme au poste de contrôle (GEOPS).

L'agent d'astreinte est intervenu suite à la demande de l'exploitant.

Le test n'a pas été concluant.

**Constats au 17/09/2025:**

Lors de la visite sur site, il a été constaté que le détecteur eau/hydrocarbure a été correctement repositionné dans la cuvette de rétention des cuves de stockage de liquides inflammable, et permet désormais la détection d'eau ou d'hydrocarbures.

L'exploitant a également indiqué avoir rencontré l'entreprise ALMA pour réaliser un point sur le fonctionnement et la maintenance de l'installation, qui a permis de sensibiliser les acteurs concernés par la maintenance et l'utilisation de l'installation.

L'asservissement du détecteur liquide permet l'arrêt des pompes de dépotage et de distribution de gasoil, ainsi que la fermeture des 2 vannes de dépotage et distribution gasoil.

L'exploitant n'a pas transmis la mise à jour de sa procédure interne.

L'exploitant a mis en place les dispositifs appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions.

**En revanche, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il a mis en place les procédures appropriées pour l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 14 : 20- Formation du personnel**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.7.10.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation du personnel

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

[...] Une formation du personnel doit lui permettre :

- d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation;
- de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques,

- de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et à mettre en œuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées. [...]

#### Constats :

##### Constats au 30/06/2022 :

Vu le fichier de suivi des formations du personnel à la manipulation des extincteurs tenu à jour par l'exploitant. L'exploitant précise que la formation a une durée de validité de 5 ans. **Constat de la présence de 97 agents sur 156 pour lesquels la formation à la manipulation des extincteurs n'est plus valide du fait que la formation a eu lieu il y a plus de 5 ans au jour de l'inspection.**

Vu le fichier de suivi des formations des équipiers de première intervention (EPI) tenu à jour par l'exploitant. L'exploitant précise que la formation des EPI a une durée de validité de 3 ans. Constat de la validité de la formation des 33 EPI présents sur le site au jour de l'inspection.

Interview d'un agent en poste depuis 6 mois en charge du ravitaillement en gasoil d'un engin thermique, **il n'est pas formé à la manipulation d'extincteurs** alors qu'il intervenait seul au niveau de la station service.

Constat de la bonne connaissance des actions à mettre en œuvre en cas d'incendie par cet agent.

L'interview du personnel et de l'exploitant montre **l'absence de personnel formé à la remise en service des déversoirs à mousse présents dans la cuvette de rétention des stockages de liquides inflammables, des queues de paon présents au niveau de la cuvette de rétention des stockages de liquides inflammables et au fonctionnement du groupe motopompe incendie.**

##### Constats au 17/09/2025 :

Par courrier du 22/08/2022, l'exploitant indique avoir planifié 16 sessions de formation à l'utilisation des extincteurs (les 03/10/2022, 17/10/2022, 24/10/2022 et 08/11/2022). Ces formations ont pour objectif de compléter les formations équipiers de premières interventions (EPI) déjà valides. L'objectif inscrit est d'avoir formé 100% du personnel à l'utilisation des extincteurs fin 2022.

Une formation spécifique local incendie des cuves gasoil a également été commandée pour former le coordinateur sécurité, afin qu'il décline ensuite cette formation aux agents concernés.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que l'ensemble des formations qui avaient été prévue en 2022 ont bien été réalisées. L'exploitant a présenté le fichier de suivi de formation des agents, qui présente les dates à laquelle les agents ont effectués la formation extincteurs (tous les agents) et la formation équipiers de premières interventions (agents concernés par leurs fonctions). Cet outil permet de suivre le renouvellement de la formation extincteur qui doit être effectué tous les 5 ans.

L'ancien responsable santé et sécurité au travail avait suivi la formation spécifique au local cuve de gasoil. Une nouvelle session de formation est prévue pour 2026, auxquels participeront la nouvelle correspondante santé sécurité au travail, le correspondant local environnement, et le responsable qualité sécurité environnement.

<p>L'écart précédemment identifié est partiellement reconduit en attente de la réalisation de la formation spécifique au local cuve de gasoil.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que son personnel est formé à la remise en service des déversoirs à mousse présents dans la cuvette de rétention des stockages de liquides inflammables, des queues de paon présents au niveau de la cuvette de rétention des stockages de liquides inflammables et au fonctionnement du groupe motopompe incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 15 : 21- Quantité d'émulseurs en stock**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Qualité et suivi des émulseurs</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose d'une réserve suffisante de liquide émulseur de classe 1filmogène polyvalent avec une résistance renforcée au réallumage au sens des normes NF EN 1568-2000, disponibles immédiatement sans recours à des moyens de manutention, La réserve en émulseurs est disponible en réservoirs ou conteneurs de 1000 litres minimum dont les emplacements sont étudiés en vue d'une utilisation aisée lors de la montée en puissance des moyens. Les récipients de capacité inférieure ne doivent pas être comptés dans les réserves d'émulseurs. La réserve d'émulseur est aménagée de façon à pouvoir être facilement réalimentée à partir d'une citerne routière ou de containers en tenant compte des contraintes éventuelles d'incompatibilité des émulseurs.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u><b>Constats au 30/06/2022 :</b></u></p> <p>Constat de la présence de 800 litres d'émulseur stockés dans un conteneur de 1000 litres non identifié dans le local incendie.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de préciser ni le nom ni le type d'émulseur présent dans le local incendie (absence d'identification sur le site et absence de FDS à disposition dans le local incendie).</p> <p>Constat que l'émulseur est disponible immédiatement car raccordé via une canne plongeante au</p>

réseau d'extinction incendie de la rétention des cuves de stockage de liquides inflammables.

**Constats au 17/09/2025 :**

Par courrier du 18/08/2022, l'exploitant a transmis le mémoire technique réalisé par DESAUTEL en 2010 qui précise les modalités de calcul de la quantité d'émulseurs, accompagné de la réponse du SDIS 37.

Les fiches techniques et la FDS de l'émulseur ont également été jointes au courrier.

L'installation est dotée d'une quantité de 800L d'émulseurs ARCTIC FOAM 3% sur les 408L nécessaires pour tenir les 20 minutes requises.

**L'écart précédemment identifié est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 : 22- POI**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.7

**Thème(s) :** Situation administrative, POI

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés d'après les scénarii majorants de l'étude de dangers dans un délai de 12 mois à partir de la notification de l'arrêté.[...]

Le P.O.L. est remis à jour à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.[...]

**Constats :**

**Constats au 30/06/2022 :**

Constat de la présence d'un POI référencé TM CVDL RG01586 mis à jour le 25 février 2022 qui intègre les conclusions de l'étude de dangers réalisée en 2010 notamment l'incendie de la rétention des cuves de stockage de GO.

**Le POI ne mentionne pas les installations de maintenance des rames et engins ferroviaires classées sous le régime de l'enregistrement de la rubrique 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.** Le POI pourrait utilement intégrer ces installations afin qu'il soit autoportant.

Le POI mentionne l'installation de chargement/déchargement de liquide inflammable pour camions dont la mise à l'arrêt a été communiquée à madame la Préfète d'Indre-et-Loire en février

2022 (point non vérifié lors de la présente inspection).  
Le POI doit être mis à jour.

**Constats au 17/09/2025 :**

Le schéma est présent au paragraphe 9,2,2 « les ICPE du TM » du document TM CVDL RG01586 (POI). Une révision du POI a été réalisée en juin 2024.

**L'écart précédemment identifié est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 17 : 24- Entretien des moyens d'intervention**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

**Constats au 30/06/2022 :**

L'exploitant n'a pas été en mesure ni d'indiquer les conditions de maintenance et d'essais des déversoirs à mousse situés au niveau de la cuvette de rétention des bacs de stockage de liquides inflammables ni de justifier de leur réalisation régulière.

Absence de plan de cantonnement sur les boîtiers d'ouverture des trappes de désenfumage du bâtiment 082.

**Constats au 17/09/2025 :**

Par courrier du 18/08/2022, l'exploitant a précisé que les opérations de maintenance et d'essais des déversoirs à mousse situés au niveau de la cuvette de rétention des bacs de stockage des liquides inflammables sont réalisées annuellement par l'entreprise DESAUTEL, et a joint au courrier le rapport de vérification pour l'année 2022. Suite à la visite, les plans de cantonnement

ont été ajoutés au droit des déclencheurs des trappes de désenfumage.

**L'écart précédemment identifié est levé.**

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les installations cuves/émulseurs/déversoirs à mousse/moto-pompe sont contrôlés tous les semestres par DESAUTEL. Le dernier contrôle périodique a eu lieu le 11/09/2025.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté l'affichage des plans de cantonnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite